

Département : Var
Canton : GAREOULT
Commune : PIERREFEU-DU-VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

ARRETE DU MAIRE

ARRETE PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PIERREFEU-DU-VAR

Le Maire de la Commune de Pierrefeu-du-Var,

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

VU le décret n°85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983,

VU le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,

VU l'ordonnance du 3 août 2016 n°2016-1058 et le décret du 11 août 2016 n°2016-1110 relatifs à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,

VU le Code de l'Urbanisme et, notamment ses articles L123-10 et L123-14, L123-19, L.300-6, R123-23-1, R123-24 et R123-25,

VU le Code de l'Environnement notamment les articles L122-1, R122-2, L123-1, R123-1 à R123-21, L126-1, R126-1, L214-1, R214-6, L414-4, R414-19,

VU l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R123-11 du Code de l'Environnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2121-29 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.132-7 à L.132-11, L.153-14 à L.153-18 ainsi que les articles R.153-3 à R.153-6,

VU le Schéma de Cohérence Territoriale Provence Méditerranée (S.C.O.T) approuvé par délibération du Comité Syndical n° 06-09-19/06/401 en date du 06 septembre 2019,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 10/12/15-09 en date du 10 décembre 2015 ayant prescrit la révision générale du Plan Local d'Urbanisme,

VU la réunion en date du 23 mars 2017 ayant présenté aux Personnes Publiques Associées, l'Etat Initial de l'Environnement, l'analyse de la consommation spatiale, ainsi que les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis,

VU la réunion publique en date du 11 octobre 2017 ayant présenté à la population, l'Etat Initial de l'Environnement, l'analyse de la consommation spatiale, ainsi que les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis,

VU l'exposition publique qui s'est déroulée du 12 octobre 2017 au 10 novembre 2017 dans le Hall de l'Hôtel de Ville, ayant présenté l'Etat Initial de l'Environnement, l'analyse de la consommation spatiale, ainsi que les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis à la population,

VU la réunion en date du 25 janvier 2018 ayant présenté aux Personnes Publiques Associées, le Programme d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation et les études d'entrée de ville,

VU la réunion publique en date du 19 avril 2018 ayant présenté à la population, le Programme d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation et les études d'entrée de ville,

VU l'exposition publique qui s'est déroulée du 25 avril 2018 au 29 juin 2018, dans le Hall de l'Hôtel de Ville, ayant présenté à la population, le Programme d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation et les études d'entrée de ville,

VU la réunion en date du 21 novembre 2018 ayant présenté aux Personnes Publiques Associées, les évolutions ou les conservations adoptées en termes de zonage et de règlement, au regard des orientations du PADD, pour toutes les zones du PLU,

VU le débat qui s'est déroulé au sein du Conseil Municipal en date du 22 novembre 2018, portant sur les orientations générales du PADD,

VU la réunion publique en date du 18 mars 2019 ayant présenté à la population, les évolutions ou les conservations adoptées en termes de zonage et de règlement, au regard des orientations du PADD, pour toutes les zones du PLU,

VU le projet de PLU et les différentes pièces le composant :

- ✚ Le rapport de présentation,
- ✚ Le projet d'aménagement et de développement durables,
- ✚ Les orientations d'aménagement et programmation,
- ✚ Le règlement écrit et graphique,
- ✚ La liste des emplacements réservés,
- ✚ Les annexes ;

VU la délibération n°02/07/19-08 en date du 02 juillet 2019 portant arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme et tirant bilan de la concertation,

VU la transmission aux Personnes Publiques Associées, de la délibération n°02/07/19-08 en date du 02 juillet 2019 portant arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme et tirant bilan de la concertation accompagnée du dossier d'arrêt de projet du Plan Local d'Urbanisme,

VU la lettre de saisine de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale en date du 02 juillet 2019 relative au projet d'arrêt du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pierrefeu-du-Var,

VU l'accusé de réception de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale pour les plans et programmes en date du 16 juillet 2019 mentionnant une date de réception de la saisine en date du 04 juillet 2019 pur avis sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pierrefeu-du-Var,

VU l'avis réputé tacite favorable par absence d'observations de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale en date au 05 octobre 2019,

VU la lettre de saisine de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers dans le cadre du dossier d'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pierrefeu-du-Var,

VU l'avis favorable avec réserves de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, réunie en date du 18 septembre 2019, dans le cadre du dossier d'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pierrefeu-du-Var en date du 27 septembre 2019,

VU l'avis favorable de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, en date du 05 août 2019,

VU l'avis défavorable de la Direction Régionale des Affaires Culturelles – Unité Départementale de l'Architecture et du patrimoine du Var en date du 13 août 2019,

VU l'avis favorable avec demandes de modifications de l'Agence Régionale de Santé PACA, en date du 14 août 2019,

VU l'avis favorable de l'Office National des Forêts, en date du 09 août 2019,

VU l'avis favorable sous réserves de la Chambre d'Agriculture du Var, en date du 09 septembre 2019,

VU l'avis favorable de la Direction Départementale des Services de Secours et d'Incendie du Var – Groupement Prévention, en date du 10 septembre 2019,

VU l'avis favorable de la commune de Hyères-Les-Palmiers en date du 13 septembre 2019,

VU l'avis favorable avec réserves de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var – Service Aménagement Durable, en date du 03 octobre 2019,

VU l'avis favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var en date du 04 octobre 2019,

VU l'avis favorable du Schéma de Cohérence Territoriale Provence Méditerranée (S.C.O.T) en date du

VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de

la commune de PIERREFEU-DU-VAR, formulée par Monsieur le Maire, Patrick MARTINELLI en date du 02 juillet 2019,

VU la décision en date du 02 octobre 2019 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de TOULON (Var) désignant Monsieur Jean-Pierre FAURE en qualité de commissaire enquêteur titulaire, pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus,

CONSIDERANT la nécessité d'établir un arrêté du maire prescrivant l'enquête publique relative à la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pierrefeu-du-Var,

ARRETE

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique, dans les formes prescrites par le code de l'environnement, relative à la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune de PIERREFEU-DU-VAR, pour une durée de 32 jours à compter du mardi 12 Novembre 2019.

Article 2 : Durée de l'enquête

L'enquête publique se déroulera du **mardi 12 Novembre 2019 au Vendredi 13 Décembre 2019 inclus**, soit pendant une durée de 32 jours consécutifs.

Article 3 : Désignation du commissaire enquêteur

Le président du Tribunal Administratif de Toulon a désigné :

- Monsieur Jean-Pierre FAURE, en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour conduire cette enquête.

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur, le Président du Tribunal Administratif ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête.

Article 4 : Observations du public

L'enquête se tiendra en mairie de Pierrefeu-du Var :

Du mardi 12 Novembre 2019 au Vendredi 13 Décembre 2019 inclus, soit pendant une durée de 32 jours consécutifs, exceptés samedi, dimanche et jours fériés.

Le siège de l'enquête est fixé en l'Hôtel de Ville de Pierrefeu-du-Var.

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles côté et paraphé par le Commissaire enquêteur seront déposées à la Mairie de Pierrefeu-du-Var **du 12 Novembre au 13 Décembre 2019 inclus** aux jours et heures d'ouvertures de la Mairie, Place Urbain Sénès, à savoir :

**Du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h à 17h
Le vendredi de 8h30 à 12h et de 13h à 16h30**

De même, le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : <http://www.pierrefeu-du-var.fr/>

Chacun pourra prendre connaissance du dossier de révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à l'adresse suivante :

MAIRIE DE PIERREFEU DU VAR
A l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur
« Chargé de l'enquête publique - Relative à la révision générale du Plan Local
d'Urbanisme de la commune de PIERREFEU-DU-VAR,
Place Urbain Sénès
83390 PIERREFEU-DU-VAR

Il pourra également adresser ses observations, par courriel à l'adresse suivante :

ep.pierrefeu.2019@gmail.com

Le commissaire enquêteur visera ces courriers et courriels et les annexera au registre. Ils seront tenus à la disposition du public.

En ce qui concerne les observations reçues par voie postale à l'adresse de la mairie, les courriers doivent arriver au plus tard le vendredi 13 Décembre 2019 à 16h30 (seize heures et trente minutes) de clôture de l'enquête publique.

Un accès gratuit au dossier sera également garanti par un poste informatique en mairie.

L'ensemble des observations et propositions du public seront accessibles sur le site internet : <http://www.pierrefeu-du-var.fr/>

Article 5 : Permanences

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie, les jours suivants :

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieux	Jours	Heures
Mairie de Pierrefeu-du-Var Hôtel de Ville Salle du Conseil Municipal Place Urbain Sénès 83390 PIERREFEU DU VAR	Mardi 12 novembre 2019	De 08h30 à 12h00
	Mercredi 20 novembre 2019	De 13h30 à 17h00
	Jeudi 28 Novembre 2019	De 9h00 à 12h00
	Mardi 03 Décembre 2019	De 13h30 à 17h00
	Vendredi 13 Décembre 2019	De 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30

Article 6 : Publicité de l'enquête

Un avis destiné au public relatif à l'ouverture de l'enquête sera inséré, en caractères apparents, par la Commune de Pierrefeu-du-Var, dans deux journaux publiés dans le département du Var une première fois, au moins quinze jours avant l'ouverture de

l'enquête, et une deuxième fois, dans les huit premiers jours de l'enquête. (VAR MATIN et LA MARSEILLAISE)

L'avis et l'arrêté du Maire d'ouverture d'enquête seront publiés sur le site internet de la commune de Pierrefeu-du-Var. (<http://www.pierrefeu-du-var.fr/>)

L'avis et arrêté du Maire d'ouverture d'enquête seront insérés au recueil des actes administratifs de la commune.

L'avis et l'arrêté du Maire d'ouverture d'enquête seront publiés en mairie de Pierrefeu-du-Var, par voie d'affichage ou éventuellement tout autre procédé en usage dans la commune, 15 jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête.

Il sera attesté de l'accomplissement de cette formalité par la production d'un certificat d'affichage délivré par le maire. Il sera annexé au dossier d'enquête.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, le même avis sera affiché par la commune, sur les lieux des aménagements projetés et visibles depuis la voie publique.

Article 7 : Transmission des pièces

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Pierrefeu-du-Var, dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique.

La personne devra adresser sa demande auprès de Monsieur le Maire.

Article 8 : Evaluation environnementale

Une évaluation environnementale a été réalisée dans le cadre de la procédure de révision générale du document d'urbanisme et intégrée dans le dossier soumis à enquête publique. L'avis de l'autorité compétente en matière d'environnement sera intégré au dossier d'enquête publique. (MRae PACA)

Article 9 : Rôle du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur paraphe les dossiers d'enquête et le registre d'enquête à feuillets non mobiles.

Lorsqu'il estime que des documents existants sont utiles à la bonne information du public, il peut en demander communication au titulaire de l'enquête (s'il l'a en sa possession). Les documents obtenus ou le refus motivé du responsable du projet sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête. Lorsque ces documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle elles ont été ajoutées au dossier d'enquête.

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, à l'exception des lieux d'habitation, il en informe au moins 48h00 à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée. Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur en fait mention dans son rapport.

Il peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile pour compléter son information sur le projet. Le refus éventuel, motivé ou non, est mentionné dans son rapport.

Il peut organiser une réunion d'information et d'échange avec le public, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique le nécessitent. Il en informe le préfet et le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour son organisation. Il définit, en concertation avec le préfet et le responsable du projet, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion. A l'issue de la réunion publique, un compte-rendu est établi par le commissaire enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet et au préfet. Il est annexé avec les observations éventuelles du responsable du projet au rapport de fin d'enquête.

Article 10 : Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, le registre, les documents qui y sont annexés et les dossiers sont remis, sans délai, au commissaire enquêteur qui clôt le registre.

Article 11 : Rapport et avis motivés du commissaire enquêteur

Dans la huitaine, suivant la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontre la commune, représentée par son maire en exercice, et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

La commune dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport unique qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Le rapport comporte l'objet de l'opération, la liste des pièces du dossier, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête, les observations éventuelles du maître d'ouvrage.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, un avis motivé au titre de l'enquête requise, en précisant s'il est favorable, favorable sous réserve ou défavorable au document d'urbanisme présenté.

Article 12 : Diffusion du rapport et des avis motivés du commissaire enquêteur

Dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le commissaire enquêteur remettra son rapport, ses avis motivés, accompagnés du registre d'enquête et du dossier d'enquête correspondant à :

COMMUNE DE PIERREFEU DU VAR
Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
Place Urbain Sénès
83390 PIERREFEU DU VAR

Dans le même temps, le commissaire enquêteur transmet une copie de son rapport et de ses avis motivés au président du Tribunal Administratif.

Dès leur réception, le maire adressera une copie du rapport et des avis motivés du commissaire enquêteur :

- ↓ Au préfet du département
- ↓ Au directeur départemental des territoires et de la mer du Var

Le rapport et les avis du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- ↓ En mairie de Pierrefeu-du-Var
- ↓ Au bureau du développement durable de la préfecture

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera également publiée sur le site internet de la commune.

Article 13 : Délibération du conseil municipal de Pierrefeu-du-Var

À l'issue de l'enquête publique, le projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des observations et avis formulés dans le cadre de l'enquête publique ainsi que le rapport et les avis motivés du commissaire enquêteur rendus publics, sera soumis à l'avis du conseil municipal pour approbation.

Article 14 : Exécution du présent arrêté

- ↓ Monsieur le Maire de Pierrefeu-du-Var
- ↓ Monsieur le commissaire enquêteur
- ↓ Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Var,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :
- ↓ Monsieur le Préfet du Var
- ↓ Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon

Pierrefeu-du-Var, le 22 octobre 2019

Le Maire,

Patrick MARTINELLI

